



La grève générale paralyse la Catalogne avec plus d'un demi-million de manifestants à Barcelone

Par [Alejandro López](#)

Mondialisation.ca, 21 octobre 2019

[wsws.org](#) 19 octobre 2019

Région : [L'Europe](#)

Thème: [Droits humains et État policier](#), [Loi et Justice](#)

Vendredi, au cinquième jour de manifestations et d'émeutes après le jugement draconien qui a condamné neuf politiciens nationalistes catalans à des peines de neuf à treize ans de prison, des centaines de milliers de manifestants ont défilé à Barcelone et une grève générale a paralysé la Catalogne. De larges couches de jeunes et de travailleurs se sont mobilisés pour protester contre l'État policier qui émerge en Espagne et plus largement en Europe.

Au cours de la matinée, cinq colonnes de milliers de manifestants, organisées par les associations l'Assemblée nationale catalane (ANC) et Omnium culturel sous le slogan «Marche pour la liberté», ont bloqué les autoroutes menant à Barcelone. Les colonnes ont commencé à Vic, Berga, Tàrraga, Girona et Tarragone et ont convergé vers Barcelone dans l'après-midi, où des dizaines de milliers d'autres personnes s'étaient rassemblées. Les manifestants portaient une banderole géante, en anglais: «Free Catalan Prisoners Now» (Libérez les prisonniers catalans maintenant).



Les manifestants pénètrent dans la ville lors de la cinquième journée de manifestations à Barcelone, en Espagne [Crédit: AP Photo/Manu Fernandez].

Sur l'autoroute AP7, à La Jonquera, près de la ville de Gérone, des manifestants ont bloqué la circulation sur les deux routes reliant l'Espagne et la France. Les manifestants ont également bloqué au moins 20 routes principales alors qu'ils marchaient vers Barcelone pour le rassemblement de masse avec les travailleurs et les étudiants en grève.

La grande manifestation dans le centre de Barcelone a commencé à 17 h 00 et a impliqué plus d'un demi-million de manifestants, selon la police. Sous les banderoles des syndicats séparatistes Intersindical-CSC et Intersindical Alternativa, et sous le slogan «Vos droits et libertés, grève générale», des centaines de milliers de personnes ont défilé en scandant des mots d'ordre pour la liberté des prisonniers politiques, l'indépendance et contre le fascisme. Beaucoup portaient des drapeaux sécessionnistes. Plus de 50.000 personnes ont manifesté dans les autres grandes villes catalanes de Lleida et Girona.

Les manifestations, cependant, n'ont pas été principalement motivées par des sentiments sécessionnistes. De larges couches de la population espagnole se rendent de plus en plus compte que la classe dirigeante est en train de passer rapidement à des formes autoritaires de gouvernement.

La décision draconienne, plusieurs années après la fin du régime fasciste du général Francisco Franco, d'emprisonner des politiciens pour avoir organisé des manifestations pacifiques, se heurte à la combativité et à l'opposition croissantes des travailleurs et des jeunes. Le jugement rendu lundi est un verdict infâme et illégitime, qui crée un précédent pour interdire comme «sédition» toute forme de protestation contre l'État. Le jugement a été rendu par un tribunal qui est discrédité par ses récentes déclarations de soutien au dictateur fasciste Francisco Franco.

Ces derniers jours, des dizaines de milliers de manifestants, en particulier des jeunes, ont été impliqués dans des affrontements avec la police. Comme le montrent beaucoup de vidéos, nombreux sont ceux qui scandent des insultes envers la police en espagnol, et non en catalan.

La manifestation de masse à Barcelone a coïncidé avec une grève générale dans la région. La grève a paralysé la ville. Les lignes de métro, les dessertes régionales et les TGV ont tous été touchés, même si le gouvernement régional catalan a imposé des services minimaux réactionnaires d'entre 25 % et 50 % du niveau normal de travail.

Dans le secteur de l'éducation, plus de 50 % des enseignants et 90 % du personnel universitaire se sont mis en grève. Les petits magasins ont également fermé - 72 %, selon les données initiales. Un tiers des fonctionnaires se sont mis en grève. Le port de Barcelone a également été touché par la grève des travailleurs portuaires contre la réforme du code de travail et pour la défense des droits démocratiques.

Le ministère régional du travail a déclaré que la consommation d'électricité a baissé de 10,11 % par rapport à la veille, un niveau similaire à celui des mobilisations précédentes, comme la grève contre la réforme du code de travail de 2010 et la grève du 3 octobre 2017 après le référendum d'indépendance catalan.

Le constructeur automobile SEAT, une unité de Volkswagen AG, qui produit 3500 voitures par jour, a arrêté la production dans son usine de Martorell, près de Barcelone du jeudi après-midi au samedi, par crainte que les manifestations ne perturbe la circulation. Iberia a annulé 12 vols vendredi entre Barcelone et Madrid en raison de la grève, tandis que Vueling a annulé 36 de ses vols réguliers.

Dans certains cas, des grandes entreprises ont encouragé la grève. Le groupe de supermarchés et de stations-service Bon Preu a annoncé la fermeture de tous ses établissements mais a déclaré qu'il continuerait à payer ses employés.

Bien que les syndicats séparatistes et le gouvernement régional catalan aient qualifié la grève de «succès», des pans importants de la classe ouvrière – en particulier des couches importantes de travailleurs industriels – n’ont pas participé. Pour les couches hispanophones de la classe ouvrière en Catalogne, le slogan de la création d’une mini-république capitaliste catalane, dirigée par des forces pro-Union européenne et pro-OTAN qui imposent depuis longtemps une austérité sociale aux travailleurs, est vu avec hostilité.

De plus, les syndicats Commissions ouvrières (CC.OO) staliniennes et l’Union générale du travail (UGT) social-démocrate ont boycotté l’événement et ont refusé de déclencher toute grève ou action de solidarité.

Le Parti socialiste espagnol (PSOE) au pouvoir et son allié, le parti Podemos stalinien-pabliste, cherchent désespérément à bloquer un mouvement plus large dans la classe ouvrière contre le gouvernement répressif et antidémocratique du PSOE de Pedro Sánchez. Podemos soutient ce gouvernement. Lundi, le chef de Podemos, Pablo Iglesias, a appelé les gens à «respecter la loi et à accepter le verdict». Il a conclu avec suffisance: «Il est temps pour nous de retrousser nos manches et de travailler à reconstruire des ponts entre une société catalane divisée et [...] la société espagnole.»

Mercredi, Iglesias a rencontré Sánchez pour préciser qu’il ne s’opposerait à aucune escalade policière en Catalogne et a même applaudi la coordination entre la police régionale catalane et espagnole pendant la répression.

Vendredi, Iglesias a dénoncé l’affrontement des jeunes de Catalogne avec la police, qualifiant la violence de «catastrophe» qui «fait beaucoup de mal» aux chances de résolution pacifique du conflit.

Ces derniers jours, plus de 100 manifestants ont été arrêtés et plus de 350 ont été blessés lors d’affrontements entre la police et les manifestants. L’État s’est servi des affrontements violents comme prétexte pour intensifier les mesures d’État policier. Jusqu’à présent, 10 manifestants ont été incarcérés sans libération sous caution. Dans quatre affaires, le juge a soutenu que les accusés tentaient «d’empêcher l’exécution du verdict final rendu par la Cour suprême.»

Vendredi, le gouvernement a également activé l’unité des forces spéciales de la Guardia Civil paramilitaire, le Grupo de Reserva y Seguridad (Groupe de réserve et de sécurité), qui a été créée en 2006 par le gouvernement PSOE. Ce groupe, dont la mission déclarée est «le rétablissement de l’ordre public dans les grandes manifestations de masse», a joué un rôle tristement célèbre dans l’écrasement de la grève des mineurs en 2012 et dans l’attaque contre le référendum catalan de 2017.

Le Tribunal national, issu du Tribunal d’ordre public créé par Franco pour punir les «crimes politiques», a également ordonné aux Gardes civils de fermer le site web et les médias sociaux de Tsunami Democràtic, l’organisation qui a coordonné les manifestations. Le groupe était derrière les tentatives d’occupation de l’aéroport de Barcelone. Le juge de la Cour nationale Manuel García Castellón a ordonné l’ouverture d’une enquête sur cette plateforme en raison de preuves de terrorisme.

Les forces fascistes cultivées par l’atmosphère de droite initiée par la classe dirigeante interviennent également pour la première fois. Jeudi soir, des voyous fascistes ont attaqué des manifestants alors qu’ils couraient vers Diagonal Avenue, où les gens s’étaient

rassemblés. Certains d'entre eux étaient enveloppés de drapeaux fascistes espagnols, étaient armés de battes de baseball et criaient «Franco! Franco!» Un jeune de 23 ans a été sévèrement battu.

S'exprimant depuis Bruxelles après une réunion du Conseil de l'Europe, le Premier ministre par intérim Pedro Sánchez a averti que «l'Etat de droit ne peut céder à l'exaltation» et a menacé que les responsables des «actes violents graves» seraient traités «le plus tôt possible».

Les partis de droite demandent à Sánchez de supprimer le Gouvernement régional catalan en invoquant l'article 155 de la Constitution. En octobre 2017, le Parti populaire (PP) de droite, avec le soutien du PSOE, a invoqué cet article, a utilisé ce pouvoir pour suspendre le gouvernement régional catalan démocratiquement élu et imposé des élections en présence de milliers de forces de police envoyées par Madrid.

Le leader du PP, Pablo Casado, a exigé que Sánchez agisse avec «urgence» en Catalogne contre les émeutes et a comparé la situation aux opérations de guérilla urbaine «kale borroka» au Pays Basque dans les années 1980 et 1990. Les actions les plus courantes à l'époque comprenaient des attaques contre les bureaux des partis politiques, des incendies de voitures, des attaques contre des logements, la destruction de distributeurs automatiques de billets, de bureaux de banque, de transports publics et des émeutes avec des cocktails Molotov.

Madrid a un long passé de répression brutale par le biais de lois antiterroristes réactionnaires contre les séparatistes basques. Casado a effectivement appelé à l'utilisation des mêmes lois antiterroristes contre les manifestants catalans.

Albert Rivera, leader du parti de droite Ciudadanos (Citoyens), a également exhorté Sánchez à invoquer l'article 155 pour suspendre le gouvernement régional élu et à envoyer davantage de forces de police. Il a déclaré que les protestations et la grève étaient un «sabotage général» du quotidien des Espagnols.

Alejandro López

Article paru en anglais, WSWWS, le 19 octobre 2019

La source originale de cet article est wsws.org
Copyright © Alejandro López, wsws.org, 2019

Articles Par : Alejandro López

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits

d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca